

«Horizons» N°3613 - Mardi 9 Décembre 2003

Dresser le bilan de la situation alimentaire au Sahel et évaluer les besoins du marché dans ce domaine

Les travaux de la 19^{ème} session de la réunion annuelle du réseau de prévention et de gestion des crises alimentaires au Sahel ont débuté lundi au Palais des congrès.

Cette rencontre de 3 jours organisée par le ministère du Développement Rural et de l'Environnement avec la collaboration du Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS) regroupe les principaux partenaires du comité concernés par la problématique de la sécurité alimentaire dans la zone.

La présente session vise à dresser le bilan de la situation alimentaire au Sahel et l'évaluation du marché dans ce domaine, avec un accent particulier sur la définition des zones vulnérables dans ces pays en plus de l'évaluation des aides alimentaires fournies par les partenaires au développement en vue de combler ce vide.

Au cours de cette session, il sera également question d'une évaluation globale dont les résultats attendus sont favorables cette année à la lumière des rapports techniques élaborés par les services compétents.

Ouvrant les travaux de la réunion, le secrétaire général du ministère du Développement Rural et de l'Environnement a, au nom du ministre, affirmé que " l'éradication de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire constituent aujourd'hui deux défis majeurs que tous les acteurs du développement doivent relever ensemble ". Nous sommes à l'aube du troisième millénaire, un millénaire d'espoir, l'espoir que chacun, quel que soit le coin de la terre où il se réveille, puisse manger à sa faim, se désaltérer quand il a soif, avoir accès au minimum vital, a-t-il indiqué. L'heure, a-t-il encore ajouté, n'est ni aux atermoiements, ni à l'attentisme et encore moins au pessimisme ambiant".

Selon les conclusions de la réunion régionale sur les perspectives de récoltes, tenue à Niamey en septembre 2003 et celles issues de la réunion de concertation technique sur les bilans céréaliers, tenue à Bamako, en novembre 2003 " la production céréalière prévisionnelle totale des pays du CILSS est évaluée cette année à 14.263.510 tonnes. Si ces chiffres se confirment, a-t-il ajouté, le Sahel connaîtra une production brute céréalière qui sera supérieure de 25 pc à la production de la campagne 2002-2003.

M. Limam Ould Abdawa, secrétaire général du ministère du Développement Rural n'a pas exclu

l'existence de zones à risque qui ne sont pas encore circonscrites dans l'espace avec précision, ce qui nécessite un ciblage des populations vulnérables en vue de proposer des stratégies cohérentes pour atténuer les crises éventuelles. Le gouvernement de la République Islamique de Mauritanie s'est attelé à faire face à cette situation dans un esprit de solidarité et de cohésion conformément aux orientations du Président de la République, Monsieur Maouya Ould Sid'Ahmed Taya pour asseoir la durabilité et l'équité grâce à plusieurs dynamiques dans les terroirs, accompagné en cela par les partenaires au développement, a-t-il conclu.

Auparavant, M. Moussa S. M'Benga, secrétaire exécutif du CILSS à tout d'abord qualifié cette rencontre de "forum d'échange et d'analyse d'informations sur la sécurité alimentaire, de concertation entre organisations et institutions spécialisées et partenaires techniques, pour améliorer nos capacités d'intervention en cas de crises alimentaires en région sahélienne".

Depuis 1984, a-t-il révélé, le réseau de prévention des crises alimentaires au Sahel est intervenu dans plusieurs domaines en impulsant des réformes sur les systèmes d'information, les méthodes d'analyse de la vulnérabilité, les mécanismes de gestion de l'aide alimentaire et la pertinence des outils d'intervention en période de crise. Aujourd'hui, le réseau continue avec succès, de jouer ce rôle important dans la coordination des actions de prévention, a dit M. M'Benga. En région Sahel, nos activités se traduisent par l'animation permanente d'un dispositif de veille sur le suivi de la situation agricole et alimentaire, en menant des études d'impact et d'analyse sur la vulnérabilité, et en procédant à l'évaluation de la gestion des crises alimentaires, avec l'implication des systèmes régionaux ou internationaux d'information sur la sécurité alimentaire, a noté M. M'Benga. Il a aussi indiqué que la présente réunion du " réseau de prévention des crises alimentaires constitue un mécanisme de dialogue important de ce dispositif de veille.

M. MBenga a encore dit que " la campagne agricole 2003-2004 a connu un bon déroulement en général dans les pays où les pluies ont été dans l'ensemble régulières jusqu'au mois d'octobre et parfois trop abondantes au point de provoquer des inondations par endroits". Il a fait remarquer aussi que la majorité des semis a été précocement par rapport à la moyenne trentenai-

re. Aussi, a-t-il affirmé, le Sahel connaîtra une importante production brute céréalière supérieure de 25 pc à celle de la campagne 2002-2003. Le niveau de production sera supérieur de 31 pc à la moyenne des 5 dernières années, a noté M. M'Benga. Pour assurer une vitalité et une durabilité de notre réseau, nous devons songer à promouvoir de plus en plus un espace sous-régional de sécurité alimentaire en favorisant davantage les échanges d'informations entre pays sahéliens et pays côtiers.

Pour Mme Dominique Pavard, ambassadeur chef de la délégation de l'Union Européenne en Mauritanie, le Sahel est "l'espace unique dynamique et reconnu d'échange et de dialogue entre tous les acteurs impliqués dans la lutte contre l'insécurité alimentaire". L'issue de la lutte contre la pauvreté, a-t-elle dit, repose sur la volonté politique des gouvernements et la mobilisation de la société civile pour favoriser le développement agricole et rural et pour faciliter l'accès des plus pauvres aux ressources productives ainsi qu'au processus de décision".

La réflexion des bailleurs de fonds s'oriente vers une conception qui considère l'aide alimentaire comme un instrument de développement, susceptible de faciliter l'accès à l'alimentation et lutter efficacement contre la pauvreté, a révélé Mme Pavard. Pour elle, le caractère multidimensionnel de la sécurité alimentaire demande une bonne articulation entre les différents secteurs (agriculture, commerce, infrastructure, santé etc.) et les différents niveaux d'intervention (local, national, régional, international). Il est devenu essentiel d'approfondir la culture de négociation et de concertation entre Etats, secteur privé, organisations professionnelles, agences de coopération et ONG, a affirmé Mme Pavard avant de dire que "le combat pour améliorer la qualité est plus que jamais une priorité".

Pour sa part, M. David Brown représentant de l'ambassadeur des Etats Unis d'Amérique à Nouakchott, l'agence du développement international (USAID) a participé au financement du CILSS depuis son démarrage, il y a plus de 25 ans".

Il a par ailleurs ajouté qu'actuellement, l'assistance accordée par USAID dépasse 69 millions de dollars pour le siège du CILSS, l'institut du Sahel et le centre Aghrimet.

Nous supportons l'émergence d'une politique commune agricole en Afrique de l'ouest, la création par le CILSS d'organisations de société civile, des centres nationaux de recherche scientifique dans chaque pays du Sahel, la diffusion d'informations scientifiques et le support de programmes de recherche agricole par le transfert de nouvelles technologies, a dit le diplomate américain. La réunion du réseau se distingue des autres rencontres du dispositif du CILSS par le fait que seules les organisations internationales et régionales y siègent, tandis qu'au cours des autres réunions, les délégués des Etats membres du CILSS sont participants.